



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0004139
Bénéficiaire :	23130002100012 Conseil régional PACA
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BÉNÉFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	23130002100012
Raison sociale :	Conseil régional PACA
Adresse :	13002 Marseille



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5b - Objectif spécifique : Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI10.3 - OS5b - 2016 - Commande publique régionale de formation professionnelle continue 2015-2016 (marché annuels et reconductibles)
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	TERRITOIRE DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5b : Augmenter l'accès à une première qualificati./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP INTERFONDS du 23 septembre 2016 (2)	Décisionnel	Dématérialisé	23/09/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 16 décembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/12/2019	

Description de l'opération
<p>1. Contexte général</p> <p>Selon les dernières études statistiques de la DARES-Pôle Emploi, fin novembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi au total en catégories A, B, C est de 5 442 500. Ce nombre augmente de 0,1 % sur un mois et de 5,1 % sur un an. En novembre 2015, ce nombre diminue de 0,7 % pour les moins de 25 ans (-0,7 % sur un an), augmente de 0,1 % pour les 25-49 ans (+4,8 % sur un an) et s'accroît de 0,6 % pour les 50 ans ou plus (+9,7 % sur un an).</p>



En France (y compris Dom), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 833 400 pour la catégorie A (-0,5 % sur un mois, +2,3 % sur un an) et 5 743 600 pour les catégories A, B, C (+0,1 % sur un mois, +4,9 % sur un an).

Compte tenu de ces chiffres, pour lutter contre la courbe inexorablement croissante du chômage, le gouvernement a annoncé le 18 Janvier dernier plusieurs mesures phares, dont celle de doubler la formation des demandeurs d'emploi avec l'appui des Régions.

Il a en effet été rappelé que plus d'un million de chômeurs n'avaient pas le niveau BAC et plus de 700 000 n'avaient pas celui de CAP.

C'est dans ce cadre précisément, que s'inscrit la Commande Publique Régionale de Formation Professionnelle Continue 2015-2016 (marchés reconductibles et annuels).

La Région Provence Alpes Côte d'Azur a voté, le 9 février 2006, les orientations de sa politique de formation professionnelle continue. Elle a ainsi fondé la mise en place d'un Service Public Régional de Formation Permanente et d'Apprentissage pour l'accès à un emploi durable et de qualité, répondant tant aux demandes des publics, relayées par les partenaires, qu'à celles des territoires et au souci de l'Institution Régionale de servir l'intérêt général dans la région.

Cette volonté s'inscrit dans le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles (CPRDFP) 2011-2015, adopté le 21 Octobre 2011 qui a notamment pour objectifs de :

- Renforcer l'égalité des chances pour l'accès à une 1ère qualification;
- Assurer la continuité professionnelle pour tous ;
- Améliorer la cohérence régionale des formations ;
- Accompagner les trajectoires dans l'enseignement supérieur ;
- Prendre en compte les enjeux du développement soutenable ;
- Lutter contre la discrimination ;
- Assurer l'égalité hommes-femmes.

Enfin, la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, en achevant la décentralisation de la formation professionnelle, a réaffirmé la compétence et le rôle de la Région dans la mise en œuvre du droit à la qualification, notamment pour les personnes n'ayant pas acquis de qualification reconnue dans le cadre de la formation initiale, selon le principe : « la formation, un droit pour tous, chacun selon ses besoins ». La Région est désormais compétente pour la formation de tous les publics.

Ce que la Loi NOTRe du 07/08/2015 est venue consolider en faisant de la Région la collectivité chef de file en matière de formation professionnelle.

Le droit à la qualification est au cœur de la Commande Publique Régionale de Formation Professionnelle Continue, et de l'architecture globale mise en place au niveau régional et sur les territoires des Comités Territoriaux Education Formation Emploi (COTEFE).

2. Présentation du projet

Dans le cadre de la programmation du Fonds Social Européen 2014/2020, la Région Provence Alpes-Côte d'Azur souhaite soutenir, par l'intervention de crédits FSE, les actions de formation qualifiantes et professionnalisantes de la Commande Publique Régionale de Formation Professionnelle Continue 2015-2016 (marchés reconductibles et annuels).

La Commande Publique Régionale de Formation Professionnelle Continue 2015-2016 (marchés reconductibles et annuels) met en œuvre le Programme Territorialisé de Formation Qualifiante - visant la préparation à une certification reconnue, soit de premier niveau, soit d'une nouvelle qualification, ainsi que le développement de compétences professionnelles complémentaires.

Objectifs recherchés :

Objectifs opérationnels

L'objectif de la mise en œuvre du Programme Territorialisé de Formation Qualifiante est, pour les publics n'ayant pas acquis le premier niveau de qualification ou ayant une qualification obsolète, l'obtention d'une certification professionnelle (diplôme, titre ou certificat) ainsi que le développement de compétences professionnelles complémentaires ; il implique en conséquence :

- la maîtrise suffisante des acquis exigés par les référentiels de formation et les règlements d'exams des certifications



préparées,
- la participation aux épreuves de validation des acquis de la formation.

Résultats escomptés (cible visée)

La Commande Publique Régionale de Formation Professionnelle Continue 2015-2016 (marchés reconductibles et annuels) s'adresse aux publics aspirant à une qualification professionnelle reconnue.

Elle vise l'obtention d'une certification reconnue de niveaux V à III (diplôme, titre ou certificat, potentiellement dans tous types de spécialités, en fonction des diagnostics locaux), soit directement soit après une période de pré qualification, et ce afin de faciliter l'accès ou le retour à un emploi qualifié durable ainsi que le développement de compétences professionnelles complémentaires.

Elle s'adresse en premier lieu aux demandeurs d'emploi non qualifiés (niveau infra V, ou niveau V dans certaines spécialités), notamment les jeunes de 16 à 25 ans, qui constituent le public prioritaire de la Région, mais aussi les adultes. Ils doivent disposer d'un conseil en orientation émis par une structure à laquelle la Région a confié une mission d'accueil et d'orientation. Ils peuvent bénéficier, dans ce cadre, du « Contrat d'accès à la qualification », lequel leur assure la gratuité de la formation et leur confère, en principe, le statut de stagiaire de la formation professionnelle. Ils peuvent bénéficier d'une rémunération dans certaines conditions.

L'objectif est qu'environ 4700 stagiaires obtiennent une qualification en 2017.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/07/2015	Fin : 28/11/2017
------------------------------------	--------------------	------------------

Le projet a démarré en Juillet 2015 pour l'ensemble des marchés (reconductibles et annuels).

Les marchés reconductibles ont fait pour leur part l'objet de notifications de reconduction en Juillet 2015, suite à la commande initiale passée en 2014.

Concernant les marchés annuels, un premier appel d'offres a eu lieu en Janvier 2015, dans le cadre des dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics. Cet appel d'offres a fait l'objet d'une relance en Juin 2015.

Depuis septembre 2015, la plupart des actions de formation ont débuté et sont en cours de réalisation;
Dans le cadre de l'avenant n°1 présenté en CRP du 16/12/2015, la période d'éligibilité des dépenses est prolongée au 30/11/2019 (contre 30/06/2018 prévue initialement) pour permettre une remontée plus importante des dépenses.

Après la présentation des offres pour attribution à la Commission d'Appel d'Offres ainsi qu'à la Commission de Travail et d'Etudes « Formation et Apprentissage Continu », le Service Bénéficiaire a notifié les actes d'engagement et les bons de commande aux organismes de formation, retenus.

I/ Forme du marché.

Le marché est à prix unitaire, à bon de commande et ordres de services. L'unité d'œuvre est l'heure-groupe et l'heure-stagiaire.

Le bon de commande est émis après la notification du marché et reprend, pour le marché considéré, l'ensemble des lots et / ou partie de lots attribués par la Commission d'Appel d'Offres. Cette procédure permet au prestataire de planifier l'ensemble des éléments relatifs à l'exécution des prestations (équipe pédagogique, occupation des salles etc.). A cette fin, la durée de validité du bon de commande est de 12 mois à compter de sa notification.

Les ordres de services sont émis durant la durée de validité du bon de commande (12 mois à compter de sa notification), compte-tenu de l'incertitude sur le recrutement des publics et de la volonté de la Région de veiller à la prise en compte des publics prioritaires. A la réception de cet ordre de service, l'organisme de formation a deux mois pour débiter son action. Une action ne peut, en aucun cas, débiter avant la réception de l'ordre de service. Celui-ci précise pour l'action considérée, le volume horaire maximal programmé, la durée hebdomadaire prévue et les dates prévisionnelles de début et de fin de l'action.

Conformément à l'article 35.II.6 du Code des marchés publics, la Région se réserve le droit de passer un marché similaire avec



chaque titulaire. Un marché similaire est entendu comme un marché conforme aux spécifications techniques du marché initial que doit exécuter le prestataire. Ainsi, si un prestataire doit réaliser trois formations spécifiques dans son marché initial, la Région pourra conclure avec lui un marché similaire relatif à une, deux ou trois formations selon les besoins qu'elle aura identifiés, sous réserve que lesdites formations du marché similaire correspondent aux mêmes caractéristiques techniques que celles du marché initial.

II/ Durée du marché

Le marché est d'une durée de 24 mois à compter de sa notification. Cette durée de 24 mois est établie pour couvrir la fin d'exécution des prestations, objets du marché. La date de début de validité du marché est la date de sa notification. Le bon de commande a une durée de validité de 12 mois. La date de début d'exécution de la prestation est précisée dans l'ordre de service. La durée d'exécution de la prestation ne pourra dépasser la durée de validité du marché.

Pour les marchés reconductibles :

Conditions de reconduction du marché

Le marché peut être reconduit annuellement dans la limite de trois reconductions. Ainsi, les marchés reconductibles 2015-2016, objets de la présente demande de subvention, ont été reconduits dans le cadre de la reconduction des marchés 2014-2018. Toutefois 21 actions n'ont pas été reconduites car n'ayant pas démarrées. La reconduction du marché se fait tous les ans, avant la date anniversaire de la notification du marché, par une lettre signée par le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ou par toute personne ayant la délégation de signature. Cette lettre est soit, transmise par recommandé soit, remise en main propre, avec accusé de réception, au titulaire du marché et précise, pour l'année à venir, les formations retenues par la Région. La date de début de chaque marché reconduit est la date anniversaire de la notification du marché initial.

- Conditions de reconduction

L'organisme de formation retenu dans le cadre de la commande publique reconductible s'engage, dès lors qu'il aura été retenu, à apporter la preuve de son engagement d'une démarche de professionnalisation et d'amélioration de la qualité du service rendu :

- soit par l'engagement dans la démarche qualité régionale, ou la détention d'une attestation en cours de validité,
- soit par la possession de tout autre certificat équivalent délivré par des organismes indépendants et fondés sur les normes européennes

Ce même organisme s'engage à satisfaire aux objectifs de la démarche qualité régionale tels qu'adoptés en février 2010 par le Conseil régional.

L'organisme doit apporter toutes les preuves nécessaires six mois après la notification du marché. A défaut, dans un délai de 15 jours après réception de la lettre de relance de la Région, le titulaire ne verra pas son marché reconduit.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est considérée avoir refusé la reconduction du marché, si aucune décision n'est transmise à la date anniversaire de la notification du marché.

III/ Lieu du marché

Les prestations de formation comprises dans le marché s'exécutent sur le territoire de la Région Provence Alpes- Côte d'Azur.

IV/ Nature du prix

Le prix de règlement est exprimé en euro et TTC (ou sans mention de taxe pour les organismes non assujettis à la TVA). Pour chaque prestation de formation comprise dans le marché, le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, liées obligatoirement à la prestation proposée.

Pour les marchés reconductibles :



Le prix de règlement est révisable lors de chaque reconduction annuelle selon la formule de révision des prix applicable suivante :

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M(0) correspondant au mois de la date limite de remise des offres

Coefficient de variation = indice services administratifs et de soutien n(1)/indice service administratif et de soutien n(0)

Avec n(0) = valeur indice à la date de remise des offres.

Avec n(1) = dernière valeur connue de l'indice à la date de renouvellement du marché

L'application du coefficient de variation au prix fixé dans le marché (prix de l'heure-groupe) pour chaque formation permettra d'obtenir le prix révisé de chaque formation. La variation des prix interviendra à chaque reconduction du marché.

La Région fournira au prestataire le prix révisé de chaque action de formation au moment de la notification du bon de commande. En l'absence de contestation dans les 10 jours qui suivent la fourniture des prix révisés, le prix proposé par le pouvoir adjudicateur sera le prix révisé du marché.

V/ Modalités de règlement

Le règlement du marché par la Région est effectué selon les modalités suivantes :

1. Une avance de 30% du montant global indiqué au bon de commande versée dès notification du bon de commande
2. Des acomptes mensuels représentant, au maximum, 80% du montant de la prestation, versés pendant toute la durée de réalisation de la formation sur présentation de factures comptables et rapports mensuels Extranet
3. Un solde conditionnel représentant 20% de la prestation

S'agissant du paiement de chaque acompte mensuel, la vérification de service fait de la prestation est constituée par la transmission à la Région des pièces suivantes :

- les factures mensuelles comptables issues de l'organisme et les factures mensuelles comptables issues de l'extranet,
- les rapports mensuels extranet,
- la copie des feuilles d'émargement attestant des heures de formation réalisées par les stagiaires ou excusables au sein du centre de formation conformément au présent marché (modèle annexé au présent document), ou, en cas d'absences excusables, par les justificatifs d'absence ou, en cas de sortie définitive excusable, par les justificatifs en fonction de la nature de la sortie.

Les factures issues de l'organisme et de l'extranet doivent être impérativement adressées à la Région signées par la personne habilitée et accompagnées du rapport mensuel issu d'extranet, des feuilles d'émargement signées par les stagiaires et le ou les formateurs et le cas échéant, par les justificatifs d'absence temporaire excusable ou de sortie définitive excusable. En l'absence de ces pièces, les services de la Région suspendront le paiement des prestations jusqu'à la régularisation de la situation.

Le calcul du montant du solde versé (20% du montant de la prestation) est conditionné aux critères présentés dans le point 4.3 du CCAP relatif aux heures groupes et heures stagiaires.

VI/ La Commission de Validation des Entrées en Formation - COVEF

La COVEF est l'unique instance de validation des entrées en formation. La tenue de la COVEF est obligatoire et préalable à tout démarrage de formation ; elle se tient impérativement et physiquement en présence du prestataire et des membres du réseau du conseil en orientation.

La COVEF est une instance collégiale qui a pour objet d'étudier les candidatures. A ce titre, pour chacun des candidats :

- Elle vérifie le respect des critères d'éligibilité au regard du cahier des charges,
- Elle examine la pertinence de la formation au regard de son parcours et de son projet professionnel,
- Elle établit des priorités, quand le nombre de candidats est supérieur au nombre de places disponibles.

Toute décision prise dans le cadre de cette instance est collégiale. En cas de nécessité, l'arbitrage revient à la Région.

L'organisme de formation s'engage à faire émarger les participants de la COVEF et à conserver cette feuille d'émargement. Il lui est demandé d'indiquer sur le tableau des entrées le nom de ces participants ainsi que le nom de la structure qu'ils représentent.



En amont : Le prestataire est tenu de transmettre à la Région (DFA- MSPRP - CMT) et au réseau de conseillers en orientation un calendrier prévisionnel des dates proposées pour la mise œuvre de la formation. Dans un délai de 10 jours, minimum, avant la tenue de la COVEF, le prestataire adressera à la Région et au réseau des conseillers en orientation un tableau récapitulant les candidatures, par ordre alphabétique.

A l'issue de la COVEF : Le prestataire actualise le tableau des entrées en formation en consignait les candidatures retenues puis les candidatures non retenues et l'adresse conjointement par mail à la Région (DFA- MSPRP - CMT) et au réseau des conseillers en orientation du COTEF de référence.

Par ce mail, il demande formellement à la Région (DFA - MSPRP - CMT) l'édition de l'ordre de service permettant le démarrage de l'action. Tout démarrage d'action préalable est formellement proscriit.

Le prestataire est par ailleurs tenu d'informer par courrier l'ensemble des candidats non retenus en précisant les motifs, dans un délai maximum d'une semaine, à compter de la date de la COVEF.

VII/ Suivi et évaluation de la formation

Outre les obligations relatives à l'exécution du marché, la Région (DFA - MSPRP) peut effectuer un bilan en cours ou en fin d'action, au sein du centre de formation afin de vérifier qu'elle se déroule de manière conforme aux cahiers de charges.

Dans le cadre de ces visites, des échanges peuvent avoir lieu avec l'équipe pédagogique et/ou les stagiaires et leurs délégués. Il peut également être demandé au prestataire :

- La production de supports, documents et outils pédagogiques,
- Une visite des locaux et plateaux techniques dédiés à la formation.

Ces temps de bilan ou d'évaluation peuvent faire l'objet d'une demande de correctifs ou d'améliorations de la part de la Région, liés à l'organisation matérielle et/ou pédagogique de l'action, aux conditions de vie des stagiaires, à l'information des conseillers en orientation, que le prestataire est tenu de mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	44 512 760,98 €
prestations externes			
Total :			44 512 760,98 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



<i>Détails des ressources</i>								
<i>Financier</i>	<i>Partenaire</i>	<i>Imputation</i>	<i>Régime d'aide</i>	<i>Taux(%)</i>	<i>Montant (€ HT)</i>	<i>Montant réalisé</i>	<i>Montant retenu</i>	<i>Taux d'avancement</i>
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	22 256 380,49	7 490 735,43	12 249 787,13	16,83
Total co-financier				50,00	22 256 380,49	7 490 735,43	12 249 787,13	16,83
Bénéficiaire				50,00	22 256 380,49			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	44 512 760,98	7 490 735,43	12 249 787,13	16,83



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Plusieurs échanges avec la DFA au cours de l'instruction ont permis de stabiliser et sécuriser le dossier de demande.

Dans le cadre de l'avenant n°1 présenté en CRP du 16/12/2019, la période d'éligibilité des dépenses est prolongée au 30/11/2019 (contre 30/06/2018 prévue initialement)